

M. McIlraith:

1. Oui.

2. Sous réserve de pénuries de matières premières et de difficultés imprévues, on prévoit que la production globale de papier-journal au Canada en 1950 s'élèvera à environ 5,450,000 tonnes, soit 171,000 tonnes (3·2 p. 100) de plus qu'en 1950.

3. La répartition du papier-journal dépend des contrats et des programmes de vente des divers fabricants puisque le Gouvernement n'y impose ni contingents ni restrictions.

M. Berirand:

1. Les journaux publiés en 1950 sont-ils présentement assujétis à un régime de contingents?

2. Ce régime leur assure-t-il la quantité de papier nécessaire à leur publication normale?

3. Sinon, quelles mesures le Gouvernement prend-il en vue d'assurer à ces journaux l'approvisionnement suffisant de papier-journal?

M. McIlraith:

1. Le Gouvernement n'impose ni contingents ni restrictions à l'égard de la répartition du papier-journal. On dit qu'en certains cas, de grandes papeteries qui ne peuvent satisfaire entièrement aux besoins de leurs clients, répartissent équitablement leurs approvisionnements entre leurs clients, d'après leurs contrats.

2. Voir réponse au n° 1.

3. Les journaux obtiennent leurs approvisionnements de la façon normale. Le Gouvernement n'a pas entendu dire que des éditeurs canadiens ne s'attendent pas d'obtenir à peu près toute la quantité de papier prévue par leurs contrats.

M. Bertrand:

1. Le Gouvernement possède-t-il des renseignements sur le coût moyen probable du papier-journal au cours de 1951?

2. Le Gouvernement a-t-il élaboré certains projets en vue de faire face à une augmentation possible du coût du papier-journal?

M. McIlraith:

1. Non.

2. Non.

LE SUCRE

M. Balcom:

1. Combien de tonnes de sucre de canne brut destiné à être raffiné a-t-on importées au Canada au cours de l'année civile 1950?

2. Quelle était la valeur en dollars de ce sucre?

3. De quels pays a-t-on importé ce sucre et quelle quantité de chaque pays?

4. Le Gouvernement a-t-il engagé des négociations avec la société *Acadia Sugar Refinery*, de Woodside (Nouvelle-Écosse), au sujet de la réouverture de sa raffinerie?

[M. Bertrand.]

M. McIlraith:

1, 2 et 3.

	Tonnes	Valeur
Afrique orientale		
anglaise	76,430	\$ 9,590,431
Australie	82,995	10,966,777
Barbades	63,764	7,275,841
Cuba	4,465	414,467
Guyane anglaise	110,531	13,649,767
Îles Fidji	82,731	10,131,549
Jamaïque	141,192	16,364,279
République		
Dominicaine	4,704	413,754
Trinité	65,958	7,602,346
Total	632,770	\$76,409,211

4. Non.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

ÉLÉVATEURS DE L'OUEST—EXCÉDENTS DE CÉRÉALES

M. Fair:

1. Au cours de chaque campagne agricole, de 1945-1946 à 1949-1950, les compagnies exploitant des élévateurs dans les provinces des Prairies ont-elles eu des excédents de céréales par suite de leur activité?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles compagnies ont eu de tels excédents et quelle en a été la quantité, au cours de chaque année-récolte, dans le cas de chaque compagnie?

3. Qu'est-il advenu de cet excédent?

4. Quelle a été la valeur approximative de l'excédent de céréales ainsi vendu par chaque compagnie?

5. Les compagnies ont-elles reçu de la Commission canadienne du blé le paiement intégral à l'égard de ces céréales?

M. McIlraith: Je dépose le document.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE—EMPLOYÉS QUI NE SONT PAS SUJETS BRITANNIQUES

M. Gagnon:

1. Y a-t-il, au ministère de l'Agriculture, des employés qui ne sont pas des sujets britanniques?

2. Dans le cas de l'affirmative, a) quel est leur nom, b) quel est leur poste respectif, c) quel est la nature de leur travail, d) quel est le salaire de chacun, e) quel est leur lieu d'origine, f) par qui ont-ils été recommandés et quand chacun l'a-t-il été?

L'hon. M. Harris: Je dépose le document.

MINISTÈRE DU COMMERCE—SERVICES PROFESSIONNELS ET SERVICES SPÉCIAUX

M. Fulton:

1. Quelle somme globale le ministère du Commerce a-t-il versée pour services professionnels et spéciaux au cours de l'année financière 1950-1951?

2. A quelles personnes, firmes ou sociétés le Ministère a-t-il versé \$10,000 ou plus au cours de ladite année, quelle somme a-t-il effectivement versée, et pour quels services, dans chaque cas?